

Espoirs et limites de la souveraineté alimentaire

GROS SEL		L'invité de Grain de sel : Le réseau SOA	4
FORUM	foncier	Décentralisation foncière à Madagascar	5
	commerce international, mondialisation	Accords de partenariat économique ACP-UE : analyse des organisations paysannes «à mi-parcours»	7
	traction animale, services agricoles	Traction animale : quels nouveaux services d'appui?	9
LE DOSSIER		La souveraineté alimentaire à l'heure de la libéralisation	11
INITIATIVES	commercialisation	Nord Ouest Cameroun : une OP réussit la vente groupée de tomates	27
	conseil agricole	Conseillers en gestion : portraits au Burkina Faso et au Sénégal	29
	communication	AGRI infos, le nouveau mensuel du monde rural au Sénégal	31
BOÎTE À OUTILS		Repères : Lutter contre la désertification	32
		Kiosque	34
		Agenda et Entre nous	35

LA MOBILISATION des leaders paysans pour la souveraineté alimentaire a le mérite de relancer le débat public sur l'orientation des politiques agricoles et commerciales. Les campagnes de plaidoyer contre les importations qui concurrencent de façon déloyale les productions locales — pomme de terre en Guinée, oignon au Sénégal, etc. — ont montré l'importance de promouvoir le potentiel d'alimentation des populations par les producteurs nationaux et régionaux. Plus généralement, la libéralisation des marchés apparaît incapable de répondre à la complexité des enjeux agricoles et alimentaires.

En 2000, les Nations unies ont défini les objectifs du millénaire pour le développement. Face au fléau de la faim, elles se sont engagées à réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de malnutrition d'ici 2015. Or, selon la FAO, plus de 820 millions de personnes sont concernées. Elles sont de plus en plus nombreuses et c'est en Afrique que le problème est le plus grave ! Face à l'échec des politiques actuelles, la souveraineté alimentaire est-elle en mesure de changer la donne ?

Oui si on considère que pauvreté et sous-alimentation sont étroitement liées. Oui si on reconnaît que c'est en milieu agricole que se recrutent en priorité les pauvres et les malnutris. Oui enfin, si des politiques agricoles orientées vers la souveraineté alimentaire appuient les petits producteurs familiaux. Mais on sait aussi que l'augmentation des productions agricoles ne rime pas toujours avec le recul de la faim...

En se cristallisant sur la protection des marchés, la souveraineté alimentaire soulève trois débats cruciaux. À quelles conditions la protection soutient des prix intérieurs incitatifs pour les producteurs vivriers ? Quel impact a-t-elle sur les populations pauvres, notamment urbaines, qui s'alimentent avec les soldes du marché mondial ? Suffit-il de changer le rapport des prix pour que les populations privilégient les produits locaux ou faut-il aussi investir dans la transformation des produits pour satisfaire l'évolution de la demande ?

Faute d'intégrer la diversité des situations, la souveraineté alimentaire coure le risque de rester un slogan ou de nous ramener au mirage de l'autosuffisance des années 70. Il faudra réhabiliter un concept oublié : les stratégies alimentaires, pour articuler les jeux d'acteurs, du niveau local à l'international, et inscrire les approches nationales dans une perspective régionale.